

Politique | Gérard Collomb fait étape en Gironde



Rassurer. C'est le job qui a visiblement été confié au ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, actuellement en plein "tour des territoires" dans le cadre de la concertation et de la future installation de la nouvelle Police de Sécurité du Quotidien. Jeudi 16 et vendredi 17 novembre, il a fait la navette entre Libourne et Bordeaux, où il s'est rendu au siège de la préfecture de Gironde. Loi de finances, sécurité, Europe ont été autant de sujets survolés dans un discours à l'intention claire : expliquer aux élus ce qui les attend dans les mois à venir. Extraits.

Les "vraies" métropoles

Gérard Collomb était donc en Gironde jeudi et vendredi pour plusieurs visites, d'abord à Bordeaux où il a rencontré le maire, Alain Juppé, puis à Libourne vendredi matin (à la sous-préfecture mais aussi au sein de la brigade territoriale autonome, des bureaux de la police municipale et au sein de l'association locale des commerçants. Vendredi après-midi, il était attendu à l'Hôtel de police de Bordeaux et à la Cité du Vin. Entre les deux, il a quand même prononcé un discours devant de nombreux élus (métropolitains, départementaux, députés...), en plein chantier de concertation locale sur la nouvelle Police de Sécurité du Quotidien. "Nous ne vivons pas dans des espaces clos, il faut que nos métropoles aillent de l'avant, qu'elles soient actives. Ces grandes métropoles sont aussi faites pour attirer tout un territoire, et il y a une volonté de complémentarité avec le département, pour que le développement urbain des métropoles puisse être complémentaire des zones plus rurales", a-t-il souligné en comparant la métropole bordelaise à celle de Lyon. Ce discours intervient au lendemain du rejet d'un amendement soumis par une députée du Puy de Dôme (Christine Pirès Beaune) pour que les sept nouvelles métropoles françaises (Orléans, Dijon, Toulon, Saint-Étienne Metz, Tours et Clermont-Ferrand) créées le 1er janvier 2018, ne soient pas privées de dotations financières. La décision d'élargissement du nombre des métropoles, prise par le gouvernement précédent, prévoyait un financement de 10 millions d'euros pour chaque nouvelle collectivité formée. "Ces métropoles, de fait, ont été créées. Il convient de les traiter de manière équitable", s'était indignée la députée devant le Ministre de l'Intérieur, qui avait fait valoir que (pour lui) "les vraies métropoles sont celles qui permettent à la France de pouvoir supporter la comparaison avec les grandes métropoles européennes". Le financement de ces nouvelles métropoles ne figurant plus dans le projet de budget 2018, un recours des parlementaires pourrait être fait prochainement devant le Conseil constitutionnel. Ce qui n'a pas gêné outre-mesure Gérard Collomb dans son discours à la préfecture de Bordeaux.

Un dialogue à la carte

"Nous sommes dans une période complexe et se pose la capacité de la France à rebondir. Nous sommes face à une dette de 2200 milliards d'euros et une charge de 41 milliards par an, ce qui correspond au budget de quatre ministères. Si nous en faisons fi, nous allons aller dans le mur", a-t-il continué en abordant la répartition du budget national, en pleine discussion sur le futur projet de loi de finances. "Les discussions budgétaires ont été quelquefois un peu tendues. Nous avons deux possibilités pour les collectivités locales : continuer la méthode des baisses de dotation de fonctionnement, ou conclure un pacte de responsabilité pour pouvoir trouver de l'économie dans nos dépenses en nous ajustant. Bien sûr, ce ne sera pas les mêmes méthodes en fonction des territoires". L'État a d'ailleurs annoncé le 15 novembre avoir débloqué cent millions d'euros pour 19 départements "sous tension financière", un fonds d'urgence pour le financement des aides sociales annoncé par Edouard Philippe en octobre lors du discours du Congrès des départements, qui avait suscité [quelques doutes](#). En 2016, 200 millions d'euros avaient été distribués. "Il faut avoir un dialogue avec les élus locaux, qui ont des inquiétudes. Nous pouvons aussi mutualiser les territoires ruraux".

Sécurité du quotidien

Le Ministre de l'Intérieur est également revenu brièvement sur la question de la [Police de Sécurité du Quotidien](#). Les lignes de son discours n'ont pas beaucoup bougé depuis le mois d'octobre, sinon à assurer que cette nouvelle police "a au moins chez les élus et responsables un succès d'estime. Notre but est de recréer dix mille postes sur le quinquennat, plutôt en début de période". Une police "sur mesure", "adaptée dans un dialogue avec les maires. Il doit y avoir une articulation entre la police nationale, la police municipale et les agents de la sécurité privée". Une police, aussi, connectée (115 000 tablettes d'ici 2018) "qui permettra de forfaitiser et de prélever les amendes, de regarder le fichage mais aussi d'empêcher qu'une personne ne soit contrôlée plusieurs fois dans la même journée. Concernant les territoires d'expérimentation, Gérard Collomb a souligné que "Bordeaux mérite une attention". La question de la sécurité est récemment revenue dans l'actualité après la découverte à [Toulouse](#) d'un agent "fiché S" pour radicalisation employé à l'école de police ou le cas de ces deux entraîneurs de foot suspectés de radicalisation à [Lagny-sur-Marne](#). "En général", a précisé le ministre, "les élus connaissent la réalité du terrain. Être fiché S, ce n'est pas signifiant, une personne ayant un découvert bancaire non justifié peut être fiché S. Ce qu'on regarde, c'est le fichier de radicalisation (FSPRT), qui compte 12 000 noms. Si on informe un maire du nombre exact de fichés sur sa commune, il sera très embêté vis à vis des habitants de sa commune". Un peu de secret n'est donc visiblement pas un luxe pour le Ministère de l'Intérieur, qui a tout de même annoncé qu'une nouvelle stratégie nationale de prévention de la délinquance serait présentée en décembre, date à laquelle les préfets devraient rendre leur rapport sur la concertation policière.



Romain Béteille

Crédit Photo : RB

Publié sur [aqui.fr](#) le 17/11/2017

[Url de cet article](#)